



La bombe à retardement du Burkina Faso est sur le point d'exploser, et elle pourrait faire sombrer l'Afrique de l'Ouest

Par [Andrew Korybko](#)

Mondialisation.ca, 30 décembre 2019

Région : [Afrique subsaharienne](#)

Thème: [Histoire et Géopolitique](#)

Le Burkina Faso, pays enclavé d'Afrique de l'Ouest, est une bombe à retardement sur le point d'exploser, comme en témoigne l'augmentation drastique de la violence liée au terrorisme dans ce pays au cours de l'année écoulée et ses conséquences humanitaires. Pourtant, la région et le reste du monde dans son ensemble semblent impuissants à empêcher ce qui selon les mises en garde de l'ONU pourrait devenir « une autre Syrie ».

Informations sur le Burkina Faso

Le mot « Syrie » est devenu un euphémisme pour beaucoup de choses pour différentes personnes, mais pratiquement tout le monde s'accorde à dire que c'est un mot à la mode pour l'une des pires crises humanitaires de ce siècle, c'est pourquoi le monde devrait prêter attention lorsque l'ONU a averti le mois dernier que la nation enclavée d'Afrique de l'Ouest du Burkina Faso risque de devenir « [une autre Syrie](#) ». Ce pays a connu une augmentation drastique de la violence liée au terrorisme tout au long de l'année dernière en raison des problèmes de sécurité de son voisin malien qui se sont finalement répandus au-delà de sa frontière et ont déstabilisé cet État fragile mais géostratégiquement important, comme je l'avais prévu dans une série de trois articles. Le lecteur est encouragé à les parcourir au moins afin de mieux connaître la genèse de cette crise :

* 21 août 2017 : « [Le Burkina Faso devient un front dans la guerre contre la terreur](#) »

* 12 octobre 2018 : « [Le Burkina Faso est le nouveau point de mire de la « guerre contre le terrorisme » de la France](#) »

* 17 mai 2019 : « [Le triangle frontalier Mali-Burkina Faso-Niger est le nouveau 'Syrac'](#) » .

Pour faire court, la guerre de l'OTAN contre la Libye en 2011 a entraîné un exode de Touaregs lourdement armés et hautement entraînés vers leur pays d'origine, le Mali, où ils ont relancé un an plus tard leur insurrection séparatiste, qui a été rapidement renversée par l'islamiste Ansar al-Dine, ouvrant ainsi la voie à l'intervention antiterroriste de la France dans ce pays depuis janvier 2013. L'ancienne puissance coloniale de la région a ensuite organisé une coalition multinationale appelée le [G5 Sahel](#) en 2014 dans un effort finalement raté pour contenir les processus chaotiques qui avaient été déclenchés plusieurs années auparavant. L'un de ses membres, le Burkina Faso, a connu une [révolution populaire](#) en octobre de cette année-là, qui a fait tomber son dirigeant de longue date, Blaise Compaoré, l'homme qui a [notoirement tué](#) l'icône révolutionnaire burkinabé [Thomas Sankara](#). Les

loyalistes de Compaoré dans le secteur de la sécurité ont organisé un [coup d'État infructueux](#) près d'un an plus tard, en septembre 2015, et depuis lors, la situation du pays n'a fait qu'empirer.

De la déstabilisation lente à la crise accélérée

Ce n'était donc qu'une question de temps avant que les menaces terroristes transrégionales émanant du Mali ne se propagent au-delà de la frontière et ne commencent à combler le vide sécuritaire burkinabé. L'année dernière, ce processus s'est déroulé avec force, les terroristes se livrant à des massacres dans toutes les provinces du nord et commençant à [cibler spécifiquement les chrétiens](#) également. Près d'un demi-million de personnes ont fui leurs foyers, ce qui a incité l'ONU à lancer un avertissement sévère sur le fait que le Burkina Faso puisse devenir une « autre Syrie ». [Le mois dernier](#), des terroristes ont tué plusieurs dizaines d'ouvriers locaux qui se rendaient à une mine d'or appartenant à des étrangers, ce qui a également attiré l'attention de la communauté internationale pour la première fois peut-être depuis que la déstabilisation du pays, qui était auparavant lente mais qui s'accélère de plus en plus, a commencé il y a plus d'une demi-décennie. Les conséquences de cette crise qui se poursuit sans être remise en question pourraient catalyser un [exode régional de réfugiés à grande échelle](#) vers l'UE.

Ce constat évident rend d'autant plus surprenant que le reste du monde ne se soit pas encore mobilisé pour aider le peuple burkinabé, même s'il faut aussi dire qu'aucune intervention dite « humanitaire » ou antiterroriste ne doit être entreprise sans la permission des autorités du pays reconnues internationalement. Même si des efforts multilatéraux plus concertés sont entrepris, cela ne résoudra peut-être pas le problème comme le montre l'échec humiliant de la France depuis près de 7 ans. Il ne suffit pas de mettre des « bottes sur le terrain », car la solution la plus durable réside dans des mesures plus globales qui comprennent un soutien socio-économique aux populations locales et une aide au gouvernement pour rétablir son pouvoir sur les provinces frontalières. De plus, les forces de sécurité de l'État hôte doivent être réformées afin de s'assurer qu'elles peuvent répondre adéquatement aux menaces terroristes dès leur apparition.

Le nouveau « Syraq »



Jusqu'à présent, rien de tel ne s'est produit qui puisse faire une différence notable, c'est pourquoi le pays continue de sombrer dans la déstabilisation et risque maintenant de devenir un exportateur de menaces terroristes régionales au même titre que le Mali voisin. Le [Niger](#), lui aussi, est [lentement mais sûrement](#) aspiré dans ce trou noir du chaos, j'ai décrit cette région tri-frontière au début de l'année comme étant le nouveau « Syraq ». La Libye était considérée comme la plus grande menace pour la sécurité du continent depuis la guerre de l'OTAN de 2011, bien que ce pays se soit relativement stabilisé au cours de l'année dernière, les forces du Général Haftar ayant progressivement rétabli l'ordre public sur de vastes étendues du pays, tandis que l'Afrique de l'Ouest a pris la direction opposée. L'énormité géographique de l'espace qui a été affecté par cette tendance est stupéfiante et devrait à elle seule donner à la communauté internationale le sentiment qu'il est urgent d'intervenir.

Hélas, comme cela ne s'est pas encore produit, on peut prédire que cette crise de sécurité régionale continuera de s'aggraver au cours de l'année à venir jusqu'à ce qu'elle attire suffisamment l'attention pour devenir enfin le problème mondial qu'elle mérite d'être en premier lieu. Il n'y a pas de solution idéale pour y faire face, car les défis en matière de sécurité sont tellement asymétriques et impliquent un mélange de terrorisme, d'insurrection, de rébellion et de conditions socio-économiques et politiques désastreuses qui exacerbent les problèmes. Il ne serait pas exagéré de dire qu'un processus « d'édification de la nation » est nécessaire, mais pas du tout sous la forme que cette expression en est venu à incarner depuis la fin de l'ancienne guerre froide. Ce que cela signifie, c'est que les habitants de chaque communauté touchée et les nations dans leur ensemble dont ils font partie doivent se réunir pour décider de ce qui est nécessaire pour rétablir la stabilité et dans quelle mesure ils doivent compter sur l'aide étrangère à cette fin.

Le temps est venu pour les partenaires non traditionnels

Il est difficile d'imaginer que cette campagne puisse réussir si elle est menée sans le moindre soutien international, bien que ce soit là l'une des questions les plus pressantes, à savoir si l'on peut faire confiance aux bailleurs de fonds étrangers des États régionaux pour

ne pas abuser de leur invitation à intervenir pour promouvoir leurs propres intérêts aux dépens de leurs hôtes. L'histoire montre que les partenaires traditionnels français et US de l'Afrique de l'Ouest ne sont pas totalement fiables, ce qui ouvre la possibilité d'inviter des partenaires non traditionnels comme la [Russie](#), la Chine, la Turquie, et même le [Pakistan](#), qui jouent des rôles différents selon leur expertise spécifique. Aucun d'entre eux ne devrait engager de forces terrestres, mais ils peuvent toujours aider à la formation en matière de sécurité, au développement économique et au rétablissement de la gouvernance dans des zones précédemment touchées par le terrorisme. Par conséquent, la solution idéale serait que la région de l'Afrique de l'Ouest s'adresse en priorité à ces pays multipolaires pour obtenir un soutien plutôt qu'à leurs partenaires traditionnels.

Cela ne veut pas dire que ces États réussiront nécessairement à mener à bien cet effort gargantuesque – que ce soit individuellement, collectivement ou conjointement – mais simplement qu'il présente la meilleure chance de changer la dynamique pour le mieux après qu'il a été prouvé que le soutien français et US a été jusqu'à présent inefficace pour contrer les menaces à la sécurité régionale. En rajouter en demandant encore plus d'assistance à leurs partenaires traditionnels pourrait très bien être contre-productif car ils ont un historique d'échecs qui a indirectement contribué à l'aggravation de la crise régionale. On peut se demander pourquoi ils n'ont pas encore réussi, mais le fait est qu'ils n'y sont tout simplement pas parvenus. Il est donc temps d'explorer d'autres options si les intervenants régionaux veulent sérieusement faire face à cette crise. Ils semblent le vouloir, alors il faudra voir quels développements pertinents pourraient survenir sur ce front l'an prochain.

Andrew Korybko

Article original en anglais :



[The Burkina Faso Time Bomb Is About to Blow, and It Might Take Down West Africa](#)

Cet article a été publié initialement par [OneWorld](#).

Traduit par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Andrew Korybko](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Andrew Korybko](#)

A propos :

Andrew Korybko est le commentateur politique étasunien qui travaille actuellement pour l'agence

Sputnik. Il est en troisième cycle de l'Université MGIMO et auteur de la monographie Guerres hybrides: l'approche adaptative indirecte pour un changement de régime(2015).

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca